

*Les subsides*

et des libertés ainsi que la Loi sur la santé du Canada en restreignant la facturation des médecins. Le juge en chef McEa- chern a affirmé que la ligne de conduite du gouvernement était draconienne, digne d'un roman d'Orwell et incompatible avec la justice fondamentale. A Kamloops la semaine dernière, je me suis entretenu avec le Dr Rizhya Mia, jeune médecin qui a soulevé la question. Elle a beaucoup de cran. Elle s'est élevée contre toute l'administration provinciale pour présenter son plaidoyer et celui des jeunes internes et médecins au Canada. En dépit de ce jugement, le gouvernement de la Colombie-Britannique présente le projet de loi C-50 qui tente de contourner la Charte des droits et libertés, la Loi sur la santé du Canada et le jugement de la Cour suprême.

La semaine dernière, j'ai interrogé le premier ministre (M. Mulroney) qui m'a répondu que le gouvernement fédéral s'efforcera de maintenir le régime d'assurance-maladie intact. Quand le gouvernement fédéral a-t-il agi? Qu'a-t-il fait pour faire respecter la Loi sur la santé du Canada et notre régime universel d'assurance-maladie? Sur cette question comme sur bien d'autres, les ministériels nous abreuvent de belles phrases creuses. Ils n'ont pas dérogé à leurs habitudes cet après-midi à cela près qu'ils ne m'avaient jamais semblé si suffisants. Le gouvernement ne fait rien.

Je crois que le député de Kamloops-Shuswap avait raison de demander où en sont les accords relevant de l'EDER. Le ministre a répondu avec emphase qu'il y avait eu un communiqué. Nous avons appris ce matin qu'il n'y aurait pas d'annonce. Nous avons réclamé un communiqué, mais il n'était pas encore prêt. La seule chose que nous avons apprise, c'est que le financement convenu s'élève à 525 millions de dollars. Aucun des accords nécessaires pour la foresterie, les mines, l'environnement, les pêches ou le tourisme n'a été signé, ce qui fait que nous ne sommes pas plus avancés. Toutefois, le gouvernement a réussi à présenter le communiqué pour essayer d'embarrasser le motionnaire.

Ces 525 millions sont loin des 650 auxquels la province de Colombie-Britannique pensait avoir droit. En lisant ce communiqué, je m'aperçois qu'on tiendra compte des priorités du gouvernement provincial. Ce qui m'inquiète, c'est que le gouvernement fédéral n'insiste pas pour qu'il y ait un plan national pour les EDER. C'est bien de répondre aux priorités provinciales, mais avons-nous un plan national pour le reboisement, la pêche, les mines et le tourisme? Nous poserons d'autres questions au ministre et au ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew) lorsque nous aurons vu ces accords, pour leur demander comment se réalisera le plan national. Quelles garanties avons-nous que le gouvernement provincial n'utilisera pas les fonds pour d'autres choses que celles prévues par l'accord, selon les priorités que la province peut s'être fixées et sans faire aucun cas de l'objectif de l'EDER? Cela s'est déjà produit dans d'autres domaines et peut se reproduire.

En Colombie-Britannique, la moitié de chaque dollar de revenu provient de l'industrie forestière. Le reboisement est essentiel. Selon des analystes, il n'y aura plus un seul arbre dans la province d'ici à peu près 38 ans. La modernisation de ce secteur doit se poursuivre. La concurrence que représentent les arbres qui prennent moins de temps à venir à maturité, de provenance du sud des États-Unis, d'Amérique latine et d'ailleurs, fait de plus en plus de tort à la Colombie-Britannique.

La recherche et le développement sont nécessaires à la province. Nous ne contribuons pas au progrès technique des industries primaires en Colombie-Britannique. Je ne vois rien de concret dans cette province en matière de R et D. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a admis hier au comité que la promesse faite par le premier ministre au cours de la campagne électorale, selon laquelle les activités de recherche et de développement vont doubler, ne pourra pas se concrétiser pendant le mandat actuel du gouvernement. Encore une promesse rompue. Nous savons désormais que la recherche et le développement ne sont plus prioritaires.

Je voudrais parler de l'exploitation minière. L'Association minière de la Colombie-Britannique, dans un mémoire qu'elle a remis au comité permanent des transports, a déclaré que les transports sont absolument essentiels à l'infrastructure de l'industrie minière. Il n'en a même pas été question cet après-midi. L'exploitation minière en Colombie-Britannique soutient actuellement à l'échelle mondiale la concurrence de l'industrie métallurgique subventionnée. Il s'agit d'industries que subventionnent les gouvernements qui en sont les propriétaires, lesquels vendent parfois les métaux à perte. Voilà la concurrence que doit soutenir la Colombie-Britannique.

Il faut effectuer d'importantes recherches géophysiques. Nous devrions envisager de nouvelles méthodes de prospection des gisements de minerai. Pour le moment, les sociétés ne sont pas en mesure de le faire. Depuis trois ans, l'industrie minière de la Colombie-Britannique a subi une perte totale d'un tiers de milliard de dollars. Si l'on ajoute les taxes foncières provinciales et les taxes hydro-électriques—qui, après tout, sont des taxes imposées à la base—cela représente des coûts qu'il faut transmettre. Cet argent n'est pas récupérable. En Colombie-Britannique, nous devrions envisager de prélever des taxes sur les bénéficiaires et non à la base, ce qui rend la structure des coûts de cette industrie non concurrentielle par rapport au reste du monde.

Aucun engagement n'a été pris à l'égard de la petite entreprise, ni du tourisme d'ailleurs. La situation de l'emploi dans le tourisme, en Colombie-Britannique, est à peu près équivalente à celle de l'industrie minière. Ce secteur représente environ 8 ou 9 p. 100 de tous les emplois de la province. Lorsque l'on constate ce qui se passe dans l'industrie minière et les difficultés que doivent surmonter l'industrie forestière et la pêche, le tourisme offre manifestement le moyen le plus immédiat de relancer l'économie. J'espère que le ministre nous en dira davantage sur les mesures que compte prendre le gouvernement dans ce domaine, tout ce qu'on a fait jusqu'ici, c'est imposer des compressions au Service canadien de la faune et dans le budget de Parcs Canada, et exiger des droits d'entrée dans les parcs. Ce n'est pas ainsi qu'on soutiendra le tourisme en Colombie-Britannique. Le gouvernement doit faire preuve d'imagination. Il devrait transformer Garibaldi en parc national.

Je voudrais parler du commerce. J'ai déjà dit à maintes reprises à la Chambre, depuis que j'ai l'honneur de représenter la circonscription de Vancouver Quadra, que le Canada n'est plus simplement un pays de l'Atlantique ou de l'Arctique, mais également un pays du Pacifique. Nous devons accéder aux marchés des pays riverains du Pacifique. C'est urgent et il faut prévoir à cette fin l'infrastructure nécessaire dans le cadre des accords dont le ministre a parlé d'un ton suffisant. C'est crucial pour le développement et la croissance économiques à long